

George Beebe : Guerre Europe-Russie pendant que les États-Unis se retirent ?

George Beebe est l'ancien directeur de l'analyse sur la Russie à la CIA et actuellement directeur de la stratégie globale à l'Institut Quincy. Beebe explique comment le retrait des États-Unis d'Europe rend une guerre Europe-Russie plus probable. Lisez Responsible Statecraft : <https://responsiblestatecraft.org/> Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous avons le grand plaisir d'accueillir aujourd'hui George Beebe, ancien directeur de l'analyse sur la Russie à la CIA, et actuellement directeur de la stratégie globale à l'Institut Quincy pour une diplomatie responsable. Alors, d'abord, merci beaucoup d'être revenu dans l'émission. Merci pour l'invitation. Nous avons déjà parlé, vous et moi, du fait que les États-Unis doivent s'adapter à une répartition multipolaire du pouvoir. Autrement dit, ils ne peuvent plus être présents partout, et ils doivent désormais hiérarchiser les régions les plus importantes. Et, logiquement, les États-Unis donnent la priorité à l'hémisphère occidental et à l'Asie de l'Est, là où se trouve leur principal concurrent.

Pour la première fois, l'Europe n'est plus la priorité numéro un. En fait, elle arrive plutôt en troisième position, et assez loin derrière. Cela oblige les États-Unis à se détourner de l'Europe, quel que soit le président en place. Je pense que c'est une tendance qui va se poursuivre, même après Trump. Mais vous avez récemment écrit un article expliquant que le retrait des troupes américaines d'Allemagne a du sens. Pourtant, cela peut aussi avoir des conséquences imprévues... ou prévisibles, d'ailleurs. Comment évaluez-vous cette situation ? Parce que tout ça est arrivé un peu soudainement, la façon dont les États-Unis retirent une partie de leurs troupes d'Allemagne.

#George Beebe

Oui, voilà. Ce que je veux dire, c'est que pour se désengager, pour réduire son implication en Europe — ce qui, à mon avis, est nécessaire sur le plan stratégique — les États-Unis doivent préparer le terrain. Ils doivent le faire de manière stratégique, de façon maîtrisée et ordonnée, pas d'une manière qui laisserait l'Europe en mauvais état, instable et sujette aux conflits, comme c'est le cas aujourd'hui. Donc, quand l'administration Trump décide, de façon assez brusque et soudaine, de réduire sa présence militaire en Europe, je ne pense pas que cela favorise vraiment, à long terme,

une présence américaine allégée et une relation transatlantique rééquilibrée. Au contraire, cela risque plutôt d'accroître l'instabilité en Europe.

Et malheureusement, la réalité, c'est que les régions instables ont tendance à attirer les États-Unis et à rendre leur désengagement très difficile. Donc, à première vue, l'annonce du retrait de quelques bataillons américains d'Allemagne — et je pense que la partie la plus importante de cette annonce, c'est la décision d'annuler celle de l'administration Biden d'installer des missiles de portée intermédiaire sur le territoire allemand —, tout cela peut sembler être un pas vers un repli et une moindre implication en Europe. Mais j'ai bien peur que ce soit en réalité un pas vers une plus grande instabilité, et donc vers une situation beaucoup plus compliquée pour les deux côtés de la relation transatlantique.

#Glenn

Eh bien, face à l'instabilité croissante, il semble que l'un des effets du retrait américain, étant donné que les Européens ne sont pas prêts à abandonner la guerre en Ukraine, soit que les Européens, eux, paraissent intensifier leur engagement. Autrement dit, ils annoncent fièrement qu'ils lancent une production massive de drones capables de frapper en profondeur à l'intérieur de la Russie. Il n'y a donc plus vraiment de prétention à dire qu'ils ne fourniront pas d'armes ou qu'ils n'aideront pas à choisir les cibles. Tout cela commence à ressembler de plus en plus à une guerre directe contre la Russie. Et comme les Européens réagissent de cette manière, en montant d'un cran, les Russes, évidemment, subissent une pression encore plus forte pour rétablir la dissuasion en ripostant. Et comme les États-Unis se retirent aussi, on dirait — je choisis mes mots avec prudence — on dirait que c'est un moment opportun pour riposter et rétablir la dissuasion russe. D'ailleurs, le fait de ne pas l'avoir fait au cours des quatre dernières années est perçu comme une forme de retenue interprétée comme de la faiblesse, et considérée comme ayant encouragé ses adversaires.

#Glenn

On dirait bien que oui.

#Glenn

Peut-être sans le vouloir, peut-être même probablement, mais malgré tout, on pourrait se retrouver entraînés dans une guerre directe à cause de ça.

#George Beebe

Oui, je pense que vous avez tout à fait raison. J'aimerais pouvoir dire le contraire, mais votre raisonnement est difficile à contester. Ce qui veut dire qu'on se dirige vers une période très instable, sujette aux crises. Pour développer un peu votre logique, je pense qu'une des raisons pour lesquelles les Russes se sont vraiment retenus d'utiliser une grande partie de leur puissance militaire

en Ukraine — et je sais que cette description peut sembler étrange à beaucoup de gens, mais je crois qu'elle reste juste —, c'est qu'ils disposent d'une énorme puissance aérienne qu'ils pourraient employer contre les Ukrainiens. Ils ne l'ont pas fait, du moins pas autant qu'ils le pourraient, en partie parce qu'ils ne veulent pas entrer dans un affrontement direct avec l'OTAN, et en partie parce qu'ils veulent garder ouverte la possibilité d'un compromis, d'un règlement et d'une normalisation de leurs relations avec les États-Unis. Et je pense que c'est quelque chose d'important pour Poutine, pour plusieurs raisons, principalement géopolitiques.

Mais si on se dirige vers une situation où Poutine estime que la normalisation des relations avec les États-Unis n'aura tout simplement pas lieu, que ce n'est pas possible, et que l'administration Trump n'est pas capable de normaliser ces relations... Alors là, ce serait un tournant. Je ne pense pas qu'il en soit encore là. Je crois qu'il n'a pas encore perdu tout espoir qu'une normalisation entre les États-Unis et la Russie soit possible. Mais s'il en vient à conclure que Trump est tout simplement trop faible, qu'il est affaibli à la fois par la guerre en Iran et par la situation intérieure — deux choses qui sont liées —, il pourrait bien en déduire que Trump n'est tout simplement pas assez fort pour orchestrer une normalisation des relations, dans un Washington qui reste, dans l'ensemble, très hostile à la Russie.

Et dans ce genre de situation, les incitations pour lui à donner une leçon aux Ukrainiens, à rétablir la dissuasion, comme vous dites, augmentent. Et je pense que Poutine subit une forte pression intérieure pour agir. Les Russes veulent que cette guerre se termine, mais pas à n'importe quel prix. Soit ils veulent un accord raisonnable, un compromis pour mettre fin au conflit, soit ils veulent voir Poutine frapper fort, vraiment, et repousser les Ukrainiens hors des territoires revendiqués par la Russie. Et il est assez clair que cette pression intérieure sur Poutine ne cesse de croître. Une partie de cela vient de la réaction à la répression d'Internet, qui elle-même est liée à la volonté d'empêcher les Ukrainiens d'utiliser ces canaux pour cibler leurs drones. Et puis, il y a aussi le fait que si Trump se retire de l'Europe et fait comprendre aux Européens que, vous savez, les États-Unis ne seront pas là s'ils provoquent un conflit avec la Russie, eh bien, cela change complètement la donne.

#George Beebe

Je pense que cela renforce aussi les incitations de Poutine à agir de manière assez décisive, peut-être même contre les Européens eux-mêmes, même si je ne crois pas qu'il commencerait par là. À mon avis, il commencerait plutôt par une action très dure contre les Ukrainiens, en espérant que cela n'entraîne pas une escalade vers un conflit européen plus large. Mais je pense vraiment que nous nous dirigeons vers une situation très dangereuse. Et à moins que les États-Unis ne parviennent, avec l'influence qu'il leur reste, à orienter le conflit en Ukraine vers un compromis assez rapidement, je crois qu'à l'automne, nous entrerons probablement dans une zone de danger. Les Russes se sentiront alors à la fois sous forte pression d'agir et moins inquiets à l'idée de se retrouver dans un affrontement direct avec les États-Unis.

#Glenn

J'espérais que vous ne seriez pas d'accord avec ma vision pessimiste, mais il semble bien qu'on se dirige vers la guerre, ce que, fondamentalement, personne ne souhaite. J'ai d'ailleurs eu récemment un entretien avec Sergueï Karaganov. Comme vous le savez, il a conseillé Poutine, Eltsine, Gorbatchev et d'autres encore. Il a aussi joué un rôle important dans l'évolution de la doctrine nucléaire du Kremlin. Et, en gros, son argument, c'est que l'esprit d'Alaska est non seulement mort, mais qu'il n'y a plus vraiment de voie diplomatique possible.

Bien sûr, il ne représente pas le Kremlin. Mais malgré tout, il a expliqué que, selon lui, il faut en quelque sorte frapper les Européens, parce qu'il considère que cette guerre oppose l'Occident à la Russie, en utilisant les Ukrainiens. Et c'est pour cette raison qu'il a d'abord évoqué l'idée de mener une sorte de frappe, comme une frappe d'Oreshnik, contre l'Allemagne, ou sinon de ne pas exclure non plus l'usage d'une arme nucléaire tactique contre ce pays, simplement pour, disons, punir les Européens. Et encore une fois, il a rappelé qu'il y a seulement deux ans, quand il poussait pour modifier la doctrine nucléaire, il ne représentait qu'une petite voix minoritaire.

Mais maintenant, il dit que l'immense majorité est de son côté, et que la pression monte surtout sur la Russie, sur Poutine. Pas pour qu'ils se rallient, mais pour qu'ils adoptent une position plus dure, comme vous l'avez mentionné. Mais comment voyez-vous l'échelle de l'escalade, ici ? Parce que vous aviez dit que vous vous attendiez à ce que la Russie commence par intensifier contre les Ukrainiens. Et hier soir, j'ai remarqué que les Russes ont utilisé environ mille six cents drones et missiles, ce qui est de loin un nouveau record depuis le début de cette guerre. Mais comment s'en prendraient-ils aux Européens ? Est-ce qu'ils le feraient avec une sorte d'ambiguïté stratégique, pour pouvoir le nier ensuite ? Ou est-ce qu'ils iraient directement, en l'assumant ? Autrement dit, comment voyez-vous la suite de leur stratégie ?

#George Beebe

Eh bien, je pense que la première étape serait quelque chose de bien plus destructeur contre les Ukrainiens. L'un des points que, selon moi, Poutine veut mettre en avant, c'est que ce que fait l'armée russe dans le Donbass, c'est de libérer des régions du soi-disant régime fasciste et néo-nazi que, d'après les Russes, Kyiv aurait imposé. Mais quand on parle de libération, ça veut aussi dire qu'on ne veut pas laisser derrière soi une destruction totale. Ils ne veulent pas transformer en ruines les villes fortifiées que les Ukrainiens contrôlent aujourd'hui dans la région de Donetsk. On ne peut pas faire ça tout en prétendant libérer les populations qui y vivent. Mais à mesure que la pression augmente sur Poutine pour qu'il prenne une décision forte et qu'il reprenne ces territoires occupés par l'Ukraine, je pense que la première mesure qu'il prendrait, ce serait d'utiliser la puissance aérienne de manière beaucoup plus destructrice, et de réduire ces villes fortifiées en décombres.

À ce moment-là, les forces terrestres russes pourraient les occuper avec relativement peu de pertes. Et les Russes pourraient dire : « Très bien, nous avons désormais le contrôle militaire du territoire que nous revendiquons dans le Donbass. » À ce stade, ils devraient prendre une décision : est-ce qu'

on poursuit vers les deux autres régions qu'ils ont annexées mais qu'ils ne contrôlent pas complètement ? Ou bien, à ce moment-là, est-ce qu'on déclare un cessez-le-feu unilatéral, on se retranche, sans vraiment conclure un accord de paix complet avec les Ukrainiens, mais en s'assurant que le reste de l'Ukraine ne puisse pas être reconstruit sans faire de concessions aux exigences russes ?

Alors, savoir si la guerre s'étendrait à partir de là pour devenir un conflit plus large entre la Russie et l'Europe dépendrait surtout de ce que feront les Européens. Est-ce qu'à ce moment-là, ils décideraient de punir les Russes, par exemple en lançant depuis l'Ukraine des attaques de drones, dans le cadre d'une campagne beaucoup plus vaste de frappes en profondeur sur le territoire russe ? Si c'est la réponse choisie, je pense que les Russes réagiraient par une escalade encore plus forte. Et selon moi, l'étape suivante serait probablement des bombardements massifs et des frappes de missiles sur Kyiv même, peut-être aussi sur d'autres grandes villes d'Ukraine, ce que les Russes n'ont pas encore fait à l'échelle dont ils sont capables.

Nous sommes donc face à une situation que je trouve très dangereuse. Les Ukrainiens n'ont pas de système de défense aérienne vraiment capable d'empêcher ce genre de frappes massives de la part des Russes. Et ils ont très peu de chances d'en obtenir un, que ce soit des États-Unis ou de l'Europe, dans un avenir proche. Cela veut dire qu'il va y avoir une période, probablement pendant plusieurs mois, où la défense aérienne ukrainienne sera pratiquement inexistante. Les Russes pourraient alors infliger de lourds dégâts sur le territoire ukrainien. Et si les Européens réagissent en essayant d'aller encore plus loin dans l'escalade, je pense que les Russes envisageraient d'attaquer les chaînes d'approvisionnement et les usines situées en Europe même, sur le territoire de l'OTAN, pour ainsi dire, qui fournissent ces capacités aux Ukrainiens.

Et tous les drones produits par les Ukrainiens ne sont pas fabriqués sur le territoire ukrainien. Il y a aussi des éléments qui viennent d'Europe, et que les Russes ne veulent pas frapper, parce que ce serait une escalade. Mais dans un scénario de ce type, je pourrais très bien imaginer les Russes s'en prendre à ce genre d'installations. Cela créerait évidemment une crise au sein de l'Alliance transatlantique. À ce moment-là, les alliés se tourneraient vers Washington en disant : « Regardez, les Russes nous ont attaqués. Nous voulons invoquer l'article cinq du traité de Washington. » Et ce serait une situation très intéressante, si elle devait se produire, parce que là, je pense que l'administration Trump aurait un choix fondamental à faire.

Est-ce qu'on veut vraiment entrer dans une confrontation militaire directe avec les Russes ? Franchement, je ne sais pas comment ça tournerait. Ce serait une décision très, très difficile à prendre, je pense, dans les circonstances actuelles. Surtout parce qu'à Washington, il y a cette perception — et je crois qu'elle est justifiée — que les Européens n'ont pas vraiment travaillé à ramener la paix en Ukraine. Ils ne sont pas favorables à un compromis avec les Russes ; ils semblent au contraire très fermement partisans d'une pression accrue — militaire, économique et

diplomatique — pour forcer les Russes à céder. Et avec cette perception-là, je ne suis pas sûr qu'il y ait beaucoup de sympathie, au sein de l'administration Trump, pour s'impliquer dans un conflit avec les Russes.

#Glenn

En gros, vous venez de résumer les grands titres qu'on entend un peu partout en Europe en ce moment : c'est le moment d'augmenter la pression sur la Russie. Ce qui, franchement, paraît suicidaire et complètement fou. Mais justement, c'est pour ça que je pense qu'il faut aussi déplacer un peu le regard et se concentrer sur la dimension européenne de tout ça. Parce que, quand on regarde l'avenir de l'Europe, il n'a rien de très prometteur. On peut mesurer le déclin d'une région à travers son économie, son armée, mais aussi à travers ses signes politiques. Et quand un pays décline, on voit souvent apparaître de l'instabilité et un changement profond dans les mentalités. J'ai vraiment l'impression que nos dirigeants en Europe deviennent de plus en plus radicaux. Il y a cette obsession de vouloir porter la guerre sur le territoire russe, sans admettre que les Russes pourraient très bien répondre de la même manière.

En effet, l'idée de voir ces dirigeants allemands débattre de la façon dont il faudrait produire en masse des missiles à longue portée pour faire souffrir la Russie... enfin, je ne pense pas qu'ils réalisent à quel point le sang bout à Moscou en ce moment. Je me demande simplement : comment voyez-vous ce qui se passe en Europe ? Parce que j'ai souvent dit ici, en Europe, qu'avec ces escalades, on invite la guerre. Mais cet argument est perçu comme pro-russe, parce qu'il affaiblit le soutien à la guerre. C'est une vision très binaire, tout est noir ou blanc. On dirait que toute prudence a disparu. Qu'est-ce qui se passe, au fond ? Parce qu'autrefois, l'Europe, c'était le camp de la prudence. Elle voyait les Américains comme les téméraires, les agressifs. Mais aujourd'hui, surtout quand on repense à la manière dont Bush avait poussé, en deux mille huit, pour l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN — à l'époque, c'était jugé beaucoup trop imprudent — eh bien maintenant, les Européens paraissent bien plus radicaux encore.

#George Beebe

Eh bien, je pense que c'est juste. Et je ne suis pas sûr de pouvoir vous donner une explication vraiment logique à ce qui se passe dans la façon de penser européenne. Il me semble qu'il y a une sorte de problème d'état d'esprit. C'est presque comme une forme d'hypnose collective, où les gens croient simplement que la seule manière de gérer la Russie, c'est d'exercer plus de pression, plus de dissuasion. Et l'idée même d'engager un dialogue diplomatique avec la Russie, pour essayer d'atténuer les menaces et de réduire le risque de conflit ou de crise, est devenue, je crois, totalement inacceptable pour la majorité des Européens aujourd'hui. Et je pense que c'est une grave erreur. C'est une façon de penser très dangereuse pour aborder cette situation. Elle augmente les risques d'escalade et de conflit. Je ne dis pas qu'il ne faut pas de dissuasion, bien sûr qu'il en faut. Mais ça ne peut être qu'une partie de l'équation.

Mais si on aborde ce problème uniquement sous l'angle de la dissuasion, je pense qu'on finit par aggraver une spirale d'escalade qui peut très vite devenir incontrôlable. Et c'est une manière extrêmement dangereuse de s'y prendre. Donc, à mon avis, il faut un mélange de dissuasion et de diplomatie. En ce moment, je ne suis pas sûr que les Européens réfléchissent avec assez de clarté pour adopter ce type d'approche. Il faut du pragmatisme. Il faut garder la tête froide, avoir assez de confiance en soi pour dialoguer de manière constructive avec les Russes, tout en sachant que cela ne remettra pas en cause l'unité ni la stabilité de l'Europe elle-même. Et je vois beaucoup de peur en Europe — la peur que, même simplement accepter de parler avec les Russes, ce geste en soi soit perçu comme déstabilisant à l'intérieur du continent. Et je pense que c'est un état d'esprit dangereux pour aborder la situation.

#Glenn

C'est peut-être vrai aussi, mais en même temps, c'est déstabilisant. Parce que quand on a vingt-sept pays dans l'Union européenne, c'est très difficile. Comment peuvent-ils tous se mettre d'accord sur une seule politique étrangère ? Ça n'a pas beaucoup de sens, parce que les Irlandais, les Grecs, les Lettons... ils ont des intérêts et des préoccupations de sécurité très différents. On a l'impression que la façon dont on a réussi à créer un consensus dans l'Union européenne, c'était simplement en présentant la situation comme quelque chose de noir ou blanc. Le bien contre le mal. On disait : il y a un empire russe maléfique, une sorte de nouveau Hitler qui arrive, et du coup, toute dissidence devient immorale. En présentant les choses comme un combat entre le bien et le mal, tout le monde s'est rangé derrière la même ligne. Mais dès qu'on commence à rouvrir la diplomatie, à discuter des préoccupations de sécurité de la Russie, toute cette unité risque de s'effondrer. Je ne dis pas que ce soit une bonne chose, mais ça me fait parfois penser à Walter Lippmann, parce qu'il a beaucoup écrit sur ce sujet.

Il disait que, quand les États veulent mobiliser le public pour la guerre, ils ont tendance à tout présenter comme un combat entre le bien et le mal. Mais quand vient le moment de faire la paix, cette même propagande ne fonctionne plus. Et là, une paix viable devient impossible, parce qu'on ne peut pas faire de compromis avec le mal. Et je me demande si ce n'est pas exactement là où on en est. On a construit beaucoup de nos récits autour de l'idée que c'était une guerre non provoquée, une invasion non provoquée. Ce qui veut dire que tout ce qu'on concède aux Russes est perçu comme de l'apaisement, ou comme un encouragement à aller plus loin. En plus, on a mis en avant des personnes comme Kaja Kallas, qui parlait ouvertement de fragmenter la Russie en plusieurs morceaux. On ne peut plus parler aux Russes. On a placé à la tête de l'Union européenne certaines des figures les plus radicales, et maintenant qu'il faudrait faire la paix... qu'est-ce qu'il est encore possible de faire ? Comment voyez-vous ces récits, disons, nous enfermer dans cette situation ?

#George Beebe

Eh bien, je pense que votre référence à Lippmann est tout à fait juste. C'est une partie du problème ici. Et à mon avis, c'est même une partie plus importante du problème que la question de maintenir l'

unité au sein de l'Union européenne elle-même. La raison pour laquelle je dis ça, c'est que, traditionnellement, en Europe, ce sont les grands acteurs — les Français, les Allemands, les Italiens — qui ont toujours pris les devants. Ils ont toujours été les moteurs de tout ça, et ils n'ont jamais laissé les grandes décisions, les relations fondamentales avec d'autres puissances, être bloquées par la recherche du consensus entre les petits États. Mais cette fois, ce n'est pas ce qu'ils font. En fait, si on regarde l'Allemagne et la France, ils ne poussent pas vraiment pour engager un dialogue avec la Russie. On commence à peine à entendre des discussions sur l'idée même de parler. Vous voyez, peut-être qu'on devrait dialoguer avec les Russes... mais on en est encore au tout début. Et pour l'instant, il n'y a pas vraiment de dynamique derrière tout ça.

Et si cette dynamique doit venir, elle ne viendra pas des Estoniens ni des Polonais. Elle viendra des grands poids lourds de l'Europe. Et pour l'instant, il n'y a pas vraiment d'élan derrière ces appels. Je pense aussi que si on regarde le Royaume-Uni, il ne fait plus partie de l'Union européenne. Il n'est donc pas soumis à cette exigence de consensus dans la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE. L'idée selon laquelle ils doivent faire attention à préserver le consensus européen ne s'applique pas. Et on ne voit pas les Britanniques chercher à renouer le dialogue avec les Russes. C'est même tout le contraire, à mon avis. Les Britanniques sont parmi les plus fermement opposés à toute reprise de contact diplomatique avec la Russie sur ce sujet. Tout cela me fait penser que le problème tient bien plus à un état d'esprit qu'à une question de règles ou de consensus au sein de l'Union européenne.

#Glenn

C'est un très bon point. Bien sûr, les Britanniques n'en font pas partie. J'ai souvent l'impression qu'ils en font un peu trop aussi, qu'ils cherchent à se redéfinir un rôle en Europe après le Brexit. J'imagine que le rôle militaire, celui qui consiste à affronter les Russes, cette sorte de reprise du personnage de Churchill... à mon avis, ça pourrait même aggraver les choses. Mais comment vois-tu l'intérêt américain, toi ? Parce que je me disais, si je devais conseiller Washington, qu'est-ce qui serait idéal dans cette situation ? Mettre fin à la guerre en Ukraine, parce que ça empêche les États-Unis de se tourner vers l'Asie ou vers l'hémisphère occidental ? Ou bien vaudrait-il mieux déléguer ça aux Européens, mais à un niveau plus limité ? Parce qu'en ce moment, c'est un peu trop intense, et une guerre plus large pourrait éclater.

#George Beebe

Eh bien, je suis convaincu qu'il est dans l'intérêt des États-Unis d'organiser un règlement de compromis pour mettre fin à la guerre en Ukraine. Si nous ne le faisons pas, et que nous confions en quelque sorte ce conflit à l'Europe en réduisant l'implication américaine, je pense que le risque d'une escalade vers un affrontement extrêmement destructeur entre l'Europe et la Russie augmente considérablement. Et je ne crois pas que ce soit dans l'intérêt de l'Amérique. La poursuite d'un conflit

plus large entre l'Europe et la Russie, même sans escalade dangereuse, ne fait qu'encourager les Russes à se rapprocher davantage de la Chine. Et ça non plus, ce n'est pas dans l'intérêt des États-Unis.

Je pense qu'il est dans notre intérêt d'avoir une Russie plus autonome, plus indépendante, qui entretienne des relations à la fois avec la Chine, les États-Unis et l'Occident. Cela rend la gestion des défis que la Chine pose aux États-Unis beaucoup plus simple que si la Russie et la Chine étaient étroitement et stratégiquement alignées contre les États-Unis et l'Occident. Et je pense que, simplement du point de vue des priorités, si l'Europe est sujette aux conflits et affaiblie, cela réduit considérablement la capacité des États-Unis à se concentrer sur d'autres priorités plus importantes dans le monde, notamment à se concentrer sur l'Indo-Pacifique, aussi bien d'un point de vue militaire que, tout simplement, en termes de gestion du temps.

La Maison-Blanche, nos dirigeants, les membres du gouvernement... ils n'ont qu'un temps et une attention limités à consacrer aux différents sujets. Et toute crise dans le monde qui touche, d'une manière ou d'une autre, les intérêts américains, détourne forcément leur attention de ce qui, à mon sens, devrait être des priorités plus importantes. La dernière chose que je voudrais dire, c'est que la nature de la relation transatlantique, le rôle même de l'OTAN, doit évoluer. Et selon moi, il faut désormais se concentrer beaucoup plus sur la coopération technologique de pointe entre les États-Unis et l'Europe. Parce que les défis géopolitiques auxquels nous allons faire face dans les prochaines décennies seront largement liés à des domaines comme les minéraux critiques, les semi-conducteurs, les chaînes d'approvisionnement, l'espace, l'informatique quantique et l'intelligence artificielle.

La Chine bénéficie de certains avantages d'échelle qu'elle met à profit dans cette compétition. Les États-Unis, en travaillant main dans la main avec leurs alliés européens, peuvent aider à atténuer une partie de ces avantages dont dispose la Chine, et, je pense, faire progresser l'ensemble du monde occidental sur le plan technologique. Cela pourrait, à mon avis, apporter plus de prospérité à l'Europe, plus de croissance économique, dont elle a cruellement besoin en ce moment. Mais si l'Europe reste dans un état de conflit permanent, ce type de coopération devient beaucoup moins possible avec le temps. C'est pourquoi je suis convaincu que les États-Unis doivent chercher à aboutir à un compromis pour mettre fin à la guerre en Ukraine, afin de rendre tout cela possible, car c'est, selon moi, d'une importance stratégique essentielle.

#Glenn

J'aimerais qu'on repense un peu la relation entre les États-Unis et l'Europe, parce qu'elle semble toujours être tout ou rien. Et pour être honnête, c'est aussi très présent dans la mentalité européenne. Soit on ne peut pas imaginer vivre sans les États-Unis et tout doit leur être subordonné, soit on devient farouchement anti-américain. Donc, ça ne paraît pas très équilibré... L'objectif devrait

plutôt être de redéfinir cette relation pour une ère multipolaire, où les États-Unis ne peuvent plus être présents au même niveau, mais cherchent encore à tirer certains avantages d'un partenariat qui dure depuis si longtemps.

En ce moment, je suis plutôt pessimiste à propos de l'Europe et de la Russie. Parce que, encore une fois, les gros titres en Europe disent que, voilà, la situation a basculé, que l'Ukraine est de nouveau en train de gagner. Donc, on revient apparemment à ce discours-là. La raison pour laquelle les Russes n'avaient pas d'armes lourdes le neuf mai, ce n'était pas pour éviter d'attirer une attaque pendant le défilé, mais tout simplement par faiblesse, parce qu'ils n'en avaient pas. Et bien sûr, on nous dit encore que Poutine est en train de mourir, apparemment, d'une maladie quelconque. Tout ça, ce sont des récits destinés, semble-t-il, à renforcer le soutien à la guerre.

#George Beebe

Je pense que c'est un exemple de quelqu'un qui finit par croire à sa propre propagande. Et ça, c'est dangereux.

#Glenn

Tout à fait. En tout cas, comme toujours, merci beaucoup d'avoir pris le temps.

#George Beebe

Avec plaisir.

#George Beebe

Merci.